

Ce qu'il faut retenir du discours de Michel à la Chambre

Le Premier jouait sur du velours pour sa 4^e déclaration de politique générale. Qui naviguait entre autosatisfaction et piques bien senties.

BENOÎT MATHIEU

Il jouait sur du velours, ce mardi après-midi à la Chambre, Charles Michel, pour son quatrième discours sur «l'Etat de l'Union» – autrement dit sa déclaration de politique générale donnant le coup d'envoi officiel de la rentrée parlementaire. Comme nous l'écrivions ici hier, cette fois-ci, il ne se fera pas huer par une opposition en furie, traiter de kamikaze ou de nazi. Au contraire, sortie intacte du difficile exercice estival avec un paquet de mesures sous le bras, sa majorité semble plus soudée que jamais. Et le timing lui est favorable, en ce jour de grève pas forcément populaire. Du velours, on vous disait. En trois actes.

1 Le contexte international

Rien de tel pour prendre un peu de hauteur. Ou de distance. Charles Michel a démarré en douceur, sur le terrain international. Nous vivons dans un monde en transformation, zébré de crises. De quoi générer «un sentiment d'angoisse et des doutes quant au futur». Sauf qu'il n'est guère dans les habitudes du Premier de donner dans le négativisme. Ces dernières trente années, le monde a évolué positivement. La pauvreté régresse; de plus en plus d'enfants ont accès à la scolarité; internet connecte toujours plus de monde.

Du positivisme, et un souhait. Que l'Europe connaisse un nouvel élan et s'attaque à ses chantiers urgents: l'approfondissement de l'union économique et monétaire; un pilier social; une nouvelle stratégie industrielle et digitale; et enfin une réforme de la politique de migration. Alors que le Traité de Rome souffle ses 60 bougies, Charles Michel appelle à ce que la nouvelle génération prenne le relais de celle des «fondateurs» et des «bâtisseurs».

2 Un zeste de modestie, mais pas trop

Vous connaissez la méthode Michel. Aligner les indicateurs enthousiasmants afin de valider la stratégie suivie par son

gouvernement. Ce mardi n'a pas fait exception à la règle. «Depuis trois ans, nous réformons pour faire grandir la confiance et engranger des résultats perceptibles.» Ils sont au rendez-vous, se réjouit le Premier. Qui liste.

A la mi-2017, 4,8 millions de personnes disposent d'un emploi. «Le chiffre le plus élevé jamais enregistré.» Après une stagnation, le taux d'emploi repart à la hausse, tandis que la croissance du nombre d'entreprises «n'a jamais été aussi forte». «Pour une faillite, 10 nouvelles entreprises ont été créées.» Les investissements suivent. Les indépendants se lancent. «Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard. Nous avons choisi de nous concentrer sur les réformes économiques et sociales.»

Tout n'est pas rose pour autant, reconnaît Charles Michel. La Belgique connaît encore trop de faiblesses. Trop d'emplois vacants. Pas assez d'énergies renouvelables. Une mobilité cauchemardesque – «pas satisfaisante», atténue le Premier. Trop de pollution. Risque de pauvreté sensiblement trop élevé. Dette encore menaçante. «Ces constats doivent nous amener à être modestes. Ils sont un encouragement à agir.»

De la modestie, ce n'est pourtant pas ce qui caractérisera le plus précisément la suite de l'intervention michelienne. Le Premier égrène les réformes délivrées par la coalition suédoise – pourquoi se priverait-il, d'ailleurs, puisqu'il y en a un paquet, de réformes. «Jobs, jobs, jobs», il aura fallu quelque 20 minutes pour que Charles Michel lâche enfin son mantra.

«Les comparaisons répétées avec le nazisme sont mauvaises pour la crédibilité de la démocratie.»

CHARLES MICHEL
PREMIER MINISTRE

Seulement, voilà, le tout avait un petit parfum d'autosatisfaction prononcée. Le gouvernement Michel est très fier de lui et le fait savoir. Est-ce la limite intrinsèque d'une déclaration de politique générale? Ou la limite de Michel dans cet exercice?

En tout cas, l'énumération n'aura pas

passionné l'opposition. «C'est sans doute la première fois que Michel me fait rêver: je me suis endormie», raille Zakia Khattabi (Ecolo) sur les réseaux sociaux.

3 Des piques bien senties

Il est là pour expliquer et détailler son action gouvernementale, Charles Michel. Aussi, un peu, pour rendre certains coups.

Première cible de ses piques, le Parti socialiste. Et le Premier frappe là où c'est supposé faire mal. Dans le social. Les pensions minimums ont été «significativement» relevées. Et «la pension minimum des indépendants est désormais alignée sur celle des salariés». Par ailleurs, «le revenu d'intégration sociale a été augmenté à 5 reprises. Le précédent gouvernement a fait des efforts, la hausse était de 62 euros pour une famille à charge. Nous faisons presque deux fois mieux, avec 100 euros en plus pour une famille à charge».

Ce n'est pas tout. Alors qu'il aborde le chapitre SNCB, omettant de reparler des coupes budgétaires, le Premier annonce

l'arrivée imminente en gare du plan pluriannuel d'investissement pour le rail. «La priorité, c'est le service aux navetteurs. Le temps des gares somptueuses est révolu.» Celle-là, si elle n'est pas adressée à Elio Di Rupo...

On lui a servi sur un plateau, alors le Premier enchaîne avec le service minimum – qui gagne haut la main à l'applaudimètre de la Chambre. Enfin, dans les rangs de la majorité, vous l'aurez compris. Et de remercier tous ceux qui se sont rendus au travail en ce jour de grève. Incompréhensible, ce

mouvement: «Protestent-ils contre plus de pouvoir d'achat et d'emplois?»

Et puis, il y a les mots qui fâchent. «Les attaques nominales semblent être devenues le 'nouveau normal'. Les comparaisons trop souvent répétées avec le nazisme sont mauvaises pour la crédibilité de la démocratie!» Idem pour le mot «génocide», notez bien. Paul Furlan, si vous nous lisez.

Allez, il est 15h12. La séance est levée. Les débats, ce sera pour mercredi. Et le vote de confiance, pour jeudi. Mais pas avant 15h12.

Ahmed Laaouej (PS)

«Déconnecté de la réalité, Charles Michel n'est pas à la hauteur»

INTERVIEW
BENOÎT MATHIEU

En tant que député, on peut dire qu'il a de la bouteille, Ahmed Laaouej. Mais il s'agit ici de ses premiers pas en tant que chef de groupe PS à la Chambre, suite au retrait de la pa-

tronne, Laurette Onkelinx.

Charles Michel a aligné les bons indicateurs. Et déroulé l'ensemble des réformes réalisées. Convaincu? Mon sentiment, c'est que ce gouvernement n'est pas à la hauteur des enjeux économiques et sociaux. Et que Charles Michel est déconnecté de la réalité. Qui est pourtant simple à

identifier. On assiste à une précarisation des conditions de travail et, dans le même temps, le gouvernement assène un coup de poignard au contrat social. En allongeant les carrières, en annonçant, pour la pension, un système à points dont la valorisation reste floue, en ne permettant pas à la concertation sociale de dégager des

consensus. L'inquiétude des travailleurs est palpable. Tandis que le Michel peine à se montrer en phase avec l'évolution de l'économie.

N'est-ce pas justement ce qu'il vante? Être en phase avec l'économie? En baissant les charges pesant sur le travail, en «flexibilisant» le marché de l'emploi ou en

réduisant le handicap salarial?

Allons. Parce que l'économie se numérise, se financiarise et dégage des gains de productivité, le déséquilibre se creuse en termes de répartition primaire des richesses. Et que fait le gouvernement? Au lieu de se soucier tant de l'offre, en soutenant les employeurs, que de la soutenabilité de la demande, parce que l'économie

marche sur deux jambes, il fait le choix d'être du seul côté du banc patronal et de mettre la pression sur les salaires. Ce qui a un impact sur le financement de la sécurité sociale. Il s'agit d'un transfert de la poche des salariés vers les employeurs. Au lieu de lutter contre ce déséquilibre entre travail et capital par le biais d'une certaine redistribution via l'impôt, ce

gouvernement l'accentue.

Il se targue pourtant d'avoir haussé le pouvoir d'achat des travailleurs. Et d'avoir introduit une forme de taxation du capital, œuvrant à une plus grande justice fiscale.

Ah! Mais le saut d'index effectué représente une ponction annuelle de 2,5 milliards d'euros, soit 12,5 milliards sur l'ensemble de la législature. Ajoutez à cela une hausse des taxes sur la consommation à hauteur de 3 milliards et plus de 6 milliards d'économies dans la Sécu. Sans oublier les attaques quant au financement de cette sécurité sociale. Vous savez, à droite, on a beau parler de «charges patronales», c'est au final de salaire différé des travailleurs dont il s'agit,

et de protection sociale. En face de cela, qu'a-t-on? Des impôts sur le capital incapables de livrer les rendements escomptés, qu'il s'agisse de la taxe Caïman, de l'impôt sur les intercommunales toujours englué dans un conflit juridique, ou de la nouvelle taxe sur les comptes-titres, dont on se demande encore comment elle va être contournée.

Vous concéderez au moins à Michel que les indicateurs économiques ont bonne mine?

J'aimerais surtout que l'on m'explique pourquoi la croissance belge est à la traîne par rapport celle de la zone euro. Alors que, sous Di Rupo, la Belgique était en avance. Telle est la signature de leur échec: la relance n'est pas vraiment au rendez-vous

malgré les sommes colossales transférées en faveur du banc patronal. Se baser sur les chiffres de création d'emplois implique un biais. Une certaine croissance implique de la création d'emplois. Il est plus pertinent d'examiner le taux d'emploi – et là, on est à la traîne. Ou de comparer avec les prévisions qui ont été faites à politique inchangée. Au final, le bilan de Michel, c'est entre 20.000 et 30.000 emplois. Mais à quel prix!

La grève d'hier, vous la comprenez?

Quand on malmène à ce point le service public, quand on fait preuve d'indécence en se prononçant en faveur du service minimum alors que l'on organise le «définancement» maximum, comment voulez-vous que les gens ne réagissent pas?

«J'aimerais que l'on m'explique pourquoi la croissance belge est à la traîne par rapport à celle de la zone euro.»

«Je voulais prendre le train de 7h00...»

REPORTAGE NATHALIE BAMPS

Namur, 10 octobre, 8h30 du matin. Jour de grève dans les services publics. Dans le grand hall de la gare, un homme est assoupi sur un banc. Une jeune fille regarde, perplexe, son GSM. «Je viens d'appeler ma mère, nous dit Elodie. Je voulais prendre le train de 7h00 pour retourner sur Châtelet... Il n'y en a pas. J'étais au courant de la grève, mais j'espérais qu'il y ait quand même quelques trains. Sur les panneaux d'affichage, il y en a bien d'annoncés. Mais ils ne circulent pas...»

Dans la gare, pas une seule bannière syndicale. Le silence qui règne fait plutôt penser à un dimanche matin pluvieux. Sans l'odeur des croissants et du café. Toutes les boutiques et bistros de la gare ont gardé leurs volets fermés. À l'entrée, le Starbucks ouvert ne se frotte même pas les mains. Si tous les voyageurs se rabattent sur son café, la serveuse constate quand même que son chiffre d'affaires n'atteint même pas les 50% d'un jour habituel...

Quelques voyageurs tentent malgré tout leur chance. Comme Cindy, bien embêtée de voir son train annulé. Elle se mord les doigts de n'avoir découvert la grève que le matin. Cindy est barmain, elle doit se rendre au boulot, à Dinant. Elle vient d'appeler sa patronne. «Elle est embêtée. Et moi, si je n'ai pas mes heures, je serai moins payée.» Sur le tableau, un train est annoncé pour 10h vers Dinant. Cindy reste méfiante. «Je vais quand même aller voir s'il y a un bus...» Elle risque de faire chou blanc. Car devant la gare, pas de bus à l'horizon. Un jeune homme piétine.

On l'interroge. «Vous attendez le bus, ne savez pas qu'il y a grève?» «I don't understand...» L'homme ne parle pas un mot de français. On lui explique ce qu'est la grève. Un petit sourire, il s'en va, dépité...

Des enseignants en soutien

À deux pas, quelques jeunes distribuent des tracts, accompagnés d'une jolie petite carotte bio. «Que des fanes de carottes». Le slogan de la CGSP-Enseignement. Julien, prof d'histoire dans le secondaire, est venu soutenir les cheminots. Les enseignants aussi sont en colère. «On grignote nos services publics, on affaiblit nos pensions, on donne toujours plus aux riches et de moins en moins aux pauvres.» Son discours est bien rodé. Mais le jeune homme craint aussi pour sa propre carrière, et sa pension... «Les carrières dans la fonction publique vont devenir de moins en moins intéressantes. On ne donne plus suffisamment de moyens aux écoles, il faut se battre pour avoir des subsides, avoir des outils interactifs et numériques, et c'est le privé qui va finir par prendre la place.»

De retour dans la gare, on cherche toujours nos cheminots en grève. En vain. Pas un fanion rouge à l'horizon.

Au guichet, un steward délivre les billets aux quelques voyageurs présents. «Il y a toujours des gens qui descendent de Mars, et qui ne savent rien. Mais globalement, les voyageurs sont bien informés», nous dit-il. Il n'est pas débordé... «On a vendu une dizaine de billets depuis ce matin. Seuls 6 ou 7 trains sont partis vers Bruxelles, rien vers Liège», explique le chef du service, quasi seul sur le pont. Quand on est chef, ça ne se fait pas de faire

grève...

Et justement, les cheminots grévistes, où sont-ils alors? «Ils ont bloqué le dépôt, les parkings d'accès du personnel et des voyageurs. Ils sont là, c'est bon enfant, mais voilà, on ne sait pas passer.»

«À un moment, il faut arrêter l'hémorragie. Regardez les pensions, on modifie les tantièmes, et on parle déjà de pension à points.»

VINCENT MERCIER

PERMANENT CGSP-CHEMINOTS À NAMUR

On les retrouve en effet plus loin, ces cheminots grévistes de la CGSP. La peur des astreintes les a convaincus de ne pas bloquer les voies et les quais, comme cela se faisait avant. «On ne pouvait pas avant non plus, explique Vincent Mercier, permanent CGSP-Cheminots à Namur. Mais là, c'est interdit.»

Comprenez, vraiment interdit. Le syndicaliste n'a pas envie de se retrouver hors la loi, les huissiers aux fesses... Alors, les grévistes trouvent des astuces. À défaut de bloquer les trains, ils tentent de dissuader les gens d'atteindre la gare. «On n'empêche pas les gens, ou nos collègues, d'aller travailler. Juste qu'ils ne peuvent pas se garer ici», disent-ils, constatant au passage que leurs collègues du SLFP ou de la CSC sont restés bien au chaud chez eux...

Service minimum?

Il y a bien quelques trains qui roulent

quand même. Alors, c'est déjà le service minimum avant l'heure? Voilà un mot qui fait bondir Vincent Mercier. *«Ils sont quasi vides. Ça montre bien le ridicule du service minimum. On voit bien que ça ne marche pas. Les gens ne savent même pas s'ils pourront rentrer le soir...»*

Le service minimum, c'est l'une des raisons pour lesquelles la CGSP est partie en grève. *«Faire grève, c'est une action collective, il n'y a pas d'affrontement personnel avec son chef immédiat, dit Vincent Mercier. Ici, le travailleur devra informer son chef du fait qu'il travaillera ou pas. En tête à tête. Certains, plus frileux, n'oseront pas. C'est une atteinte au droit de grève.»*

Les conditions de travail, les droits de pensions, les risques de privatisation, tous

ces points ont poussé les cheminots à ruer dans les brancards. Cela faisait pourtant 15 mois qu'ils n'avaient plus débrayé. *«Mais à un moment, il faut arrêter l'hémorragie. Regardez les pensions, on modifie les tantièmes, et on parle déjà de pension à points. En passant aux 60^{èmes}, on devra travailler 4 ans de plus, ou on perdra entre 90 et 150 euros net de pension par mois.»* Vincent Mercier rappelle alors qu'en 2006, alors que le gouvernement reprenait le fonds de pension des cheminots (295 millions) pour boucler son équilibre budgétaire, le ministre des Finances, Didier Reynders, avait promis en échange que l'on ne toucherait pas aux pensions des cheminots. *«Et aujourd'hui, c'est un ministre de son propre parti, Daniel Bacquelaîne, qui détricote tout.»*

Bernard, qui travaille à la maintenance chez Infrabel, pointe aussi les économies faites dans les infrastructures. *«La maintenance est faite par des privés, qui sous-traitent. Leurs travailleurs n'ont pas l'expérience requise, ni les formations en sécurité. Ils ne parlent souvent même pas Français. Résultat, un intérimaire a été happé récemment par un train du côté de Liège.»* *«La privatisation, conclut lapidairement Vincent Mercier, ça mènera à une hausse des tarifs, comme en Angleterre. La SNCB ce n'est pas seulement un service public, mais un service au public. Si on privatise, les personnes âgées ne pourront plus voyager à bas prix aux heures creuses, comme le permet aujourd'hui le fait que le modèle repose sur la collectivité.»*

COÛT DE LA GRÈVE

UNE FACTURE DE 40 MILLIONS D'EUROS

La grève dans les services publics menée par la CGSP hier aura coûté 40 millions d'euros à l'économie belge, a estimé la Fédération des entreprises de Belgique. Pour réaliser son calcul, la FEB s'est principalement basée sur l'impact de la grève sur la mobilité, et la **perte de valeur ajoutée** qu'a provoquée l'absence ou le retard des travailleurs. Le coût engendré par le **retard des navetteurs** sur les routes: **16 millions**, le coût des **navetteurs** qui ont tenté tant bien que mal le train, mais sont arrivés **en retard? 2 millions**. Le coût des **travailleurs** qui n'ont pas pu atteindre leur lieu de travail faute de train? **14 millions**. Ajouter encore les pertes en valeur ajoutée, et le compte de la FEB est bon. Cela se reproduira-t-il bientôt? A priori non. Les syndicats ne prévoient plus d'actions de grève, mais des mobilisations ponctuelles sur des thèmes comme l'Europe sociale, la fiscalité plus juste... Leur calendrier sera fixé la semaine prochaine. **N.B.**